

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DE LA PROVENCE VERTE**

Séance du 26 février 2021

Nombre de délégués des Communes en exercice : 52

Nombre de membres présents ou représentés : 49

Délibération n° 2021-28

Objet de la délibération : Délibération portant modification des statuts de la Régie des Eaux de la Provence Verte à compter du 1er janvier 2021 : annule la délibération n° 2020-313

L'an deux mille vingt et un, le vingt-six février, à huit heures, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte, régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à Brignoles, Hall des expositions, sous la présidence de Monsieur Didier BREMOND, Président, sur la convocation qui leur a été adressée le 19 février 2021.

Présents : BREMOND Didier, FABRE Gérard, DECANIS Alain, FELIX Jean-Claude, DEBRAY Romain, BOURLIN Sébastien, CONSTANS Jean-Michel, GIULIANO Jérémy, PERO Franck, GUISIANO Jean-Martin, ARTUPHEL Ollivier, LOUDES Serge, AUDIBERT Eric, PAUL Jacques, BONNET Jean-Luc, BRINGANT Gilbert, CLERCX David, FAUQUET-LEMAÎTRE Arnaud, GROS Michel, GUEIT Laurent, HOFFMANN Olivier, PAILLARD Carine, RAVANELLO Alain, TONARELLI Patrice, LASSOUTANIE Chantal, DELZERS Catherine, SIMONETTI Pascal, BERTIN-PATOUX Lydie, BETRANCOURT Claude, CANO-MAIREVILLE Nathalie, FIRMIN Myriam, GIUSTI Annie, GOMART-JACQUET Blandine, GUIOL André, KIEFFER Bertrand, LANGE-RINAUDO Corinne, LAYOLO Cécile, MONTIER Henri-Alain, NEDJAR Laurent, PELISSIER Magali, PIANELLI Serge, PONCHON Marie-Laure, SALOMON Nathalie, VALLOT Philippe

Absents excusés :

- **dont représentés :** VERAN Jean-Pierre donne procuration à BREMOND Didier, RULLAN Nicole donne procuration à AUDIBERT Eric, KHADIR Paul donne procuration à BETRANCOURT Claude, LE METER Sophie donne procuration à SIMONETTI Pascal, MONDANI Denis donne procuration à NEDJAR Laurent
- **Absents :** PORZIO Claude, FREYNET Jacques, LANFRANCHI Christine

Secrétaire de Séance : Madame Corinne LANGE-RINAUDO

Monsieur Didier BREMOND expose :

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment son article 66 ;

VU le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L.2221-1 à L.2221-10 fixant les dispositions générales applicables régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière, L.2224-8 et suivants relatifs aux services d'eau et d'assainissement et L.5216-5 relatif aux compétences d'une Communauté d'Agglomération ;

VU la délibération n° 2020-01 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Provence Verte (CAPV) du 15 janvier 2020 portant création de la Régie des eaux de la Provence Verte dans le cadre du transfert de compétence eau et assainissement et approbation de ses statuts ;

VU la délibération n° 2020-313 du Conseil de la CAPV du 9 novembre 2020 portant modification des statuts de la Régie des eaux de la Provence Verte (REPV) à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

CONSIDERANT le Recours gracieux de Monsieur le Préfet du Var, daté du 12 janvier 2021, sollicitant le retrait de la délibération n° 2020-313 et des statuts joints ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article 66 de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, la CAPV exerce, depuis le 1^{er} janvier 2020, en lieu et place des communes membres, les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées » ;

CONSIDERANT que les services publics d'eau et d'assainissement constituent des services publics industriels et commerciaux ;

CONSIDERANT que lesdits services peuvent être exploités en gestion directe sous la forme d'une régie unique, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, conformément aux dispositions de l'article L.2221-10 ;

CONSIDERANT que la REPV est un établissement public local à caractère industriel et commercial mis en œuvre sous la forme d'une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;

CONSIDERANT dès lors, que la nature de la REPV fait obstacle à ce qu'elle décide d'avoir recours à une délégation de service public, dans la mesure où elle n'est pas considérée comme responsable du service public en question ;

CONSIDERANT, en revanche, que la REPV peut passer des marchés publics pour l'obtention de prestations comme la réalisation de travaux ou encore la fourniture de services ;

CONSIDERANT que les statuts de la REPV, approuvés par délibération du Conseil communautaire susvisée, lui permettent d'exploiter, depuis le 1^{er} janvier 2020, pour le compte de l'Agglomération et de manière intégrale, les services publics de l'eau et de l'assainissement collectif sur les territoires des communes de Brignoles et de Châteaufort ;

CONSIDERANT que les statuts, objet du recours gracieux, actaient le transfert à la REPV de l'exercice des compétences eau et assainissement pour les communes de Correns, La Celle, Montfort-sur-Argens, Méounes-lès-Montrieux et celles du SIVU de l'Issole suite à sa dissolution au 31 décembre 2020 ;

CONSIDERANT que, si les compétences eau et/ou assainissement des communes de Correns et Montfort-sur-Argens étaient exercées en régie, a contrario celles des communes de La Celle, Méounes-lès-Montrieux d'une part et, d'autre part Forcalqueiret et Sainte-Anastasie-sur-Issole, pour le SIVU de l'Issole, font l'objet d'une délégation de service public ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que la REPV est gérée par un agent comptable direct de la DGFIP et, qu'à ce titre, elle ne dispose pas de la possibilité de se faire ouvrir un compte de dépôt dans un établissement de crédit ;

CONSIDERANT les nouveaux projets de statuts annexés à la présente délibération répondant aux attentes de la Préfecture ;

CONSIDERANT qu'afin de mener à bien ses missions, la REPV devient, à compter du 1^{er} janvier 2021, titulaire de l'ensemble des contrats existants (marchés publics, conventions de partenariat, contrats d'emprunts, contrats de bail, etc.) en lien avec la bonne gestion des services d'eau et d'assainissement opérationnels sur les Communes de Correns et Montfort-sur-Argens ;

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- d'annuler la délibération n° 2020-313 du 9 novembre 2020 portant modification des statuts de la Régie des eaux de la Provence Verte,
- d'approuver les nouveaux statuts annexés à la présente délibération,
- et de préciser que la Régie des eaux de la Provence Verte devient titulaire, à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'ensemble des contrats existants (marchés publics, conventions de partenariat, contrats d'emprunts, contrats de bail, etc.) en lien avec la bonne gestion des services d'eau et d'assainissement opérationnels sur les Communes de Correns et Montfort-sur-Argens.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté approuve, à l'unanimité, cette délibération.

Fait et délibéré à Brignoles, le 26 février 2021

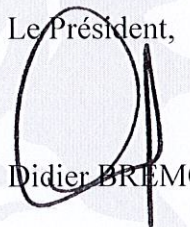
*Acte rendu exécutoire après
télétransmission*

le - 1 MARS 2021

et affichage le

- 1 MARS 2021

Le Président,



Didier BREMOND

